

# **Courage, avançons !**

## **Souveraineté, crédibilité, responsabilité : pourquoi nous soutenons le gouvernement**

Nous voterons mardi le programme de stabilité parce qu'il engage notre souveraineté financière, notre crédibilité politique et notre responsabilité collective.

Aujourd'hui, la dépense publique dépasse 57% de notre PIB – triste record dans l'histoire du pays – et nous nous endettons pour payer aux marchés financiers les intérêts de notre dette dont il est par ailleurs bon de rappeler qu'elle est le fruit de plusieurs années consécutives de fuite en avant délibérée. Aujourd'hui, la France ne peut plus reculer davantage sans remettre en question les fondements même de sa souveraineté et sans hypothéquer durablement sa croissance. Nous ne pouvons plus reculer.

Le programme de stabilité est un compromis entre la réduction de la dette et le soutien à la croissance. Nous nous sommes engagés, vis-à-vis de la Commission européenne et de nos partenaires européens évidemment, mais surtout et c'est cela l'essentiel, vis-à-vis des Français. La réduction des déficits, la garantie de la soutenabilité de notre modèle social, un plan de réformes structurelles, nous le leur devons. Nous y sommes. Arrêtons de croire – ou de faire croire - que cela pourrait se faire plus facilement. Arrêtons de faire croire que la solution consiste dans la mise en œuvre d'un programme de 35 milliards plutôt que de 50 milliards. Avançons !

De même, arrêtons de dire à qui veut l'entendre que le message que les Français ont voulu adresser au gouvernement lors des élections municipales était un rejet du travail de redressement financier engagé. Ce que les Français ont d'abord voulu nous demander, c'est de la clarté, c'est de fixer un cap et de nous y tenir. Les Français savent que la période est difficile et que nous nous en sortirons collectivement en faisant des efforts partagés. Ils ne contestent pas cela. Ce qu'ils veulent, c'est que les efforts soient justement répartis et utiles.

Nous souhaitons la réussite du quinquennat. Mardi, notre vote traduira cet engagement. Nous avons entendu la promesse de Manuel Valls dans son contrat de majorité de travailler avec les parlementaires. Il a déjà commencé. Nous en sommes les témoins. Il faut le poursuivre.

Notre vote n'est ni un blanc-seing, ni le témoignage de la résignation d'une majorité parlementaire qui se devrait, selon la pratique, « godillot ». Mais il s'agit d'opter, en conscience et en responsabilité, pour un travail intelligent et constructif qui nous fera avancer. Nous y veillerons notamment pour que des améliorations soient mises en place : petites

retraites, point d'indice des fonctionnaires, prestations familiales et mesure d'allègement d'impôt sur le revenu en faveur des ménages modestes.

Aujourd'hui, avançons pour redresser notre pays qui n'a que trop souffert d'un manque de courage de ses responsables politiques. Avançons pour être forts et exigeants dans nos négociations avec l'Europe. Avançons ensemble !

**Nathalie Appéré, députée-maire de Rennes**  
**Alexis Bachelay, député des Hauts-de-Seine**  
**Luc Belot, député du Maine-et-Loire**  
**Yves Blein, député du Rhône**  
**Alain Calmette, député du Cantal**  
**Philippe Doucet, député du Val d'Oise**  
**Corinne Erhel, députée des Côtes d'Armor**  
**Alain Fauré, député de l'Ariège**  
**Hugues Fourage, député de la Vendée**  
**Michel Francaix, député de l'Oise**  
**Yves Goasdoué, député de l'Orne**  
**Estelle Grelier, députée de Seine-Maritime**  
**Frédérique Massat, députée de l'Ariège**  
**Patrick Mennucci, député des Bouches-du-Rhône**  
**Nathalie Nieson, députée de la Drôme**  
**Pascal Popelin, député de Seine-Saint-Denis**  
**Dominique Raimbourg, député de Loire-Atlantique**  
**Bernard Roman, député du Nord**  
**Odile Saugues, députée du Puy-de-Dôme**  
**Pascal Terrasse, député de l'Ardèche**  
**Patrick Vignal, député de l'Herault**